

JÉRÔME LAUSEIG

## QUAND LA MALAYSIA INC. JOUÉ LA CARTE SUD-SUD EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

CHAMPION DE « L'ASIE QUI SAIT DIRE NON » AUX EFFETS NÉFASTES DE LA GLOBALISATION ET AU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT OCCIDENTAL, LE DR MAHATHIR A SU CONQUÉRIR EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE UN AUDITOIRE ATTENTIF ET DES PARTENAIRES ÉCONOMIQUES COMPLAISANTS. ENTRE COOPÉRATION SUD-SUD ET PRÉDATION SUD-SUD, LA PRÉSENCE MALAYSIENNE S'EST IMPOSÉE SUR LE CONTINENT EN QUELQUES ANNÉES SEULEMENT COMME UN FAIT POLITICO-ÉCONOMIQUE AUSSI INCONTOURNABLE QU'AMBIGUË.

*« Portées par les investissements, le commerce, les transferts de technologie, les relations économiques et politiques entre pays du Sud vont se développer de manière significative. Et cet essor entraînera la baisse relative des échanges N.-S. C'est la conséquence logique de la globalisation. Voilà pourquoi il importe que les pays du Sud fassent de plus en plus entendre leurs voix et coopèrent entre eux. »*

Thabo Mbeki<sup>1</sup>

La crise asiatique de l'été 1997 a interrompu et relégué au second plan un processus qui devait faire date dans l'histoire du paysage économique africain : l'irruption au plus haut niveau d'un nouveau venu, la Malaysia<sup>2</sup>. Véritables chasses gardées de quelques pays « développés », les marchés africains semblaient voués à ne connaître que les hommes d'affaires occidentaux, notamment français. La fin de la guerre froide avait certes permis à la Chine populaire de renforcer ses relations économiques avec l'Afrique et fait poindre des vellétés américaines

1. T. Mbeki, « Oublier l'apartheid », entretien conduit par Farida Ayari (RFI), *Politique internationale*, n° 79, printemps 1998, p. 402.

2. Pour éviter toute confusion, nous avons adopté le parti pris terminologique suivant : nous entendons par *Malaysia* l'entité politique fondée après l'indépendance (territoire péninsulaire et nord de l'île de Bornéo), *Malaisie* étant l'ancien nom du territoire péninsulaire. De même, l'adjectif *malais* sera appliqué à la civilisation et au peuple malais alors que l'adjectif *malaysien* s'appliquera à l'État de Malaysia et à ses ressortissants (Malais, Chinois, Indiens...).

en ce domaine, mais nul n'avait imaginé que ce petit pays d'Asie du Sud-Est – dont le PNB était inférieur à celui de l'Afrique du Sud – allait réaliser une telle percée et s'imposer en moins de deux ans (1995-1996) comme un acteur économique, mais aussi un modèle politique, incontournable en Afrique australe et dans plusieurs secteurs d'activités sur tout le continent. Menée de manière résolument personnelle par le très dynamique Premier ministre malaysien, cette offensive a pu paraître déroutante pour qui voulait faire l'économie d'une mise en perspective historique et politique des événements économiques survenus depuis moins de cinq ans. Cette avancée a été vécue comme une véritable révolution parce qu'elle a mis en jeu des capitaux venant d'un « pays frère », d'un pays du Sud. Toute la spécificité – et la clef – de la réussite malaysienne tient à ce que le Dr Mohamad Mahathir a su sous-tendre avec dextérité et véhémence les investissements des milieux d'affaires de son pays par une argumentation trouvant ses racines dans la mouvance « afro-asiatique » des années 50. Au-delà du simple constat, la nature complexe et ambiguë de l'aventure malaysienne en Afrique ouvre des perspectives sur le nouvel ordre économique international que nombre de pays du Sud appellent de leurs vœux.

---

#### LE NOUVEAU CHAMPION DE LA COOPÉRATION SUD-SUD

##### *La Malaysia, laboratoire d'un idéologue du développement*<sup>3</sup>

Monarchie parlementaire regroupant neuf sultanats et quatre États non-monarchiques, la Fédération islamique de Malaysia doit son passage, en moins d'une génération, de l'ère des rizières à celle des semi-conducteurs au Dr Mahathir arrivé au pouvoir en 1981. Pour conforter sa décision de transformer la Malaysia en Nouveau pays industriel (NPI) moderne et compétitif, celui-ci mit en place à partir de 1983 le programme « Look East », qui choisit pour modèles le Japon et la Corée du Sud, et reprit le concept d'« entreprise-nation » (Malaysia Inc.) selon lequel le moteur de la croissance réside dans la symbiose entre secteurs privé et public. Depuis l'indépendance, le pays connaissait une situation comparable à celle des pays d'Afrique : exportateur de matières premières (huile de palme, bois, caoutchouc, pétrole...), son économie fluctuait fortement en fonction des cours mondiaux. Trop modeste pour investir lourdement dans toute la gamme des industries manufacturières, le nouveau gouvernement s'efforça de se doter de capacités « verticales » de niveau mondial dans quelques secteurs d'activités précis : semi-conducteurs, automobile et biens de grande consommation. Ayant prévu l'arrivée prochaine de la concurrence de pays à faibles coûts salariaux, tels que l'Inde et la Chine populaire, la Malaysia opta pour une politique de remontée des filières afin de compenser son handicap

démographique par la maîtrise de toute la chaîne de valeur ajoutée. Au milieu des années 90, la Malaysia était devenue la 17<sup>e</sup> puissance commerciale du monde et ses exportations se composaient à 80 % de biens manufacturés. Le revenu par tête y dépassait les 5 000 dollars, dans l'euphorie d'une croissance moyenne de 8,7 % depuis dix ans.

Pour éblouissante que soit la *success story* de l'économie malaysienne, l'attention des gouvernants africains s'est également portée sur le jeu politique intérieur et les mesures adoptées pour maintenir la paix sociale entre les différentes communautés de la Fédération. En effet, la « Vision 2020 » (*Wawasan 2020*), version la plus achevée du projet malaysien, fixe non seulement pour objectif l'accès au statut de pays développé à l'horizon 2020, mais aussi l'unification de la société plurielle en une « nation malaysienne ». Depuis son indépendance en 1957, le *modus vivendi* entre Malais, Chinois et Indiens a fait l'objet de toutes les attentions des gouvernements successifs qu'a connus le pays. Au moment de l'indépendance, trois partis communautaires, l'United Malay National Organisation (UMNO), la Malaysian Chinese Association (MCA) et le Malaysian Indian Congress (MIC), fondent l'Alliance pour remporter les premières élections. Cette Alliance a perduré et gouverne encore aujourd'hui le pays sous le nom de National Front (Barisan Nasional), avec à sa tête Mohamad Mahathir.

Si cette coalition politique s'est avérée nécessaire, elle n'était pas suffisante : le déséquilibre économique entre Chinois et Malais était tel qu'en 1970 une Nouvelle politique économique (NPE) fut imposée pour désamorcer les tensions raciales et abandonner l'identification de la communauté d'origine à sa fonction économique. En effet, au moment des émeutes de mai 1969, les Malais, numériquement majoritaires dans le pays, ne détenaient que 2 % des capitaux contre 30 % pour les Chinois (et 60 % pour les Occidentaux). Cette politique de discrimination positive a favorisé la communauté malaise par toute une série de quotas (administration, bourses d'études...) et de mesures préférentielles (attribution de marchés publics aux entreprises malaises...). Ces mesures devaient changer les Bumiputras (les « fils du sol »), essentiellement ruraux, en « Malais nouveaux », entrepreneurs et dynamiques. Et, de fait, vingt ans après sa mise en place les Malais détiennent 20 % des capitaux de la

---

3. Pour une réflexion plus approfondie sur l'aventure malaysienne, lire les travaux suivants : F. Raillon, « Malaysia contre vents et marées », *Politique internationale*, n° 80, été 1998, pp. 88-104 ; D. Camroux, « Malaisie : retour vers un futur oriental », in D. Camroux et J.-L. Domenach, *L'Asie retrouvée*, Paris, Seuil, 1997, pp. 125-145 ; K. Omae, « Du dilemme malaisien au bonheur malaisien », *De l'État-nation aux États-région*, Paris, Dunod, 1996, pp. 122-125 ; les rapports annuels de la revue *Asian Survey*, University of California Press (Berkeley) ainsi que différentes interviews de Mohamad Mahathir, dont notamment « Asie-Occident : le grand malentendu », in *Politique internationale*, op. cit., pp. 75-86.

Fédération, contre 40 % pour les Chinois. La NPE fut reconduite en 1991 sous le nom de National Development Policy et assouplie dans son application.

Ce double souci de satisfaire la majorité malaise musulmane et d'unifier la société plurielle en une « nation malaysienne » a conduit le Dr Mahathir à jouer sur plusieurs tableaux à la fois. La politique de regard vers l'Est (*look east policy*) entend s'inspirer des valeurs de travail, d'effort et d'abnégation qui seraient propres aux Asiatiques<sup>4</sup>, sans perdre de vue la dimension morale et éthique que sous-tendrait l'islam<sup>5</sup>. Passé maître dans l'art de manier les idées et les symboles, Mohamad Mahathir ne s'est pas contenté d'être seulement le chantre d'un nationalisme pan-asiatique, sans quoi aucune conjonction avec les pays d'Afrique n'aurait été possible. En se posant en champion des pays du Sud, terme suffisamment vague pour inclure la Malaysia, le Premier ministre a réussi à s'attirer au cours de la dernière décennie la sympathie et les faveurs d'un panel assez large de pays mécontents, au premier rang desquels se trouvaient les pays africains.

---

#### DÉFENSE ET ILLUSTRATION D'UNE « CULTURE SUDISTE »

La Malaysia fait figure de chef de file dans le bras de fer engagé par certains pays du Sud avec les organisations économiques internationales et la dynamique de globalisation ultralibérale. Même si « L'Asie qui sait dire non<sup>6</sup> » ne jouit plus de l'impunité que lui conférait hier ses records de croissance et la réussite de son modèle de développement, la Fédération malaysienne continue à occuper régulièrement le devant de la scène internationale en raison des déclarations tonitruantes de son Premier ministre. Forte de son aura de pays asiatique émergent et bénéficiant de la bienveillance de la partie la plus âgée et la plus respectée des élites africaines, la Malaysia s'est engagée sans complexe à la conquête des cœurs et des marchés africains.

#### *Du bon usage de la tradition afro-asiatique*

Les grands principes du mouvement « afro-asiatique » qui naquit en 1947 lors de la Conférence des relations asiatiques de New Delhi (refus de s'affilier à un bloc idéologique, lutte contre l'impérialisme, appui aux mouvements de libération nationale, recherche d'un renouveau économique<sup>7</sup>) n'ont cessé d'être périodiquement réactualisés. Aussi, lorsque la Malaysia, l'un des Tigres asiatiques les plus offensifs, entreprend en 1995 de s'unir politiquement et économiquement pour défendre sur la scène internationale les intérêts qu'elle est censée partager avec les pays d'Afrique, elle se fait le chantre d'une lutte vieille d'un demi-siècle. Quoi de plus symbolique que de faire appel à la période des indépendances où les luttes de l'Inde, de l'Indochine ou des Indes

néerlandaises servirent de modèles aux mouvements de libération des peuples africains (surtout anglophones) colonisés<sup>8</sup>? Quoi de plus efficace, lorsque les chefs d'État en place en Afrique anglophone furent justement les chefs de ces mouvements de libération? Et, de fait, les arguments développés par M. Mahathir contre les Occidentaux, qu'il accuse de faire trop peu pour aider les pays pauvres ou ravagés par la guerre tout en prenant la « globalisation » comme prétexte pour opérer une recolonisation, ont rencontré un écho favorable en terre africaine. Fêté dans son propre pays au début des années 90 comme un « héros des pays du Sud », le Premier ministre malaysien est également accueilli en « champion des pauvres » en Tanzanie.

Rassemblés au sein du G-15<sup>9</sup> et du Mouvement des non-alignés (MNA), les chefs d'État membres de cette Pléiade d'un nouveau genre s'attelle à la défense et à l'illustration d'une certaine « culture du Sud ». Que ce soit lors du sommet du MNA de Durban en septembre 1998, consacré en grande partie à la coopération et aux solutions Sud-Sud, ou lors du sommet du G-15 de Kuala Lumpur en novembre 1997, les orateurs se relayent pour annoncer que « l'heure du Sud est venue » et que « les anciens dépossédés, la majorité, vont reprendre possession de leur ancien héritage<sup>10</sup> ». De tous les sommets, celui tenu par le G-15 à Harare en novembre 1996 illustra le mieux l'importance croissante de la conjonction malayo-africaine. Dans sa déclaration en faveur de l'abandon par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de son projet d'accord multilatéral sur les investissements, Robert Mugabe avait prononcé un discours reprenant presque mot pour mot celui tenu deux mois plus tôt par M. Mahathir devant l'Assemblée générale des Nations unies. Au-delà de la légitime défense

4. Pour une réflexion sur les rapports entretenus par le confucianisme et le capitalisme, voir J.-C. Passeron, « Max Weber et le confucianisme », *Approches Asie*, n° 15, IDPD, Université de Nice, Economica, pp. 125-131.

5. Pour plus de détails, se référer à l'ouvrage de Khoo Boo Teik, *Paradoxes of Mahathirism : an Intellectual Biography of Mahathir Mohamad*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1995. En janvier 1997, l'Arabie Saoudite a attribué le prix Fayçal à Mahathir bin Mohamad pour « services rendus à l'islam ».

6. Titre initial d'un livre réalisé par M. Mahathir et le Japonais Shintaro Ishihara, intitulé finalement *The Voice of Asia*, Kuala Lumpur, 1975.

7. M. Michel, *Décolonisation et émergence du tiers monde*, Paris, Hachette, 1993, pp. 154-168.

8. Lire à ce sujet A. D. Low, « The asian mirror to tropical Africa's independence », in P. Gifford, W. Louis R. (eds), *Transfer of Power in Africa, 1960-1980*, Yale, Yale University Press, 1982.

9. Créé en 1989, le G-15 a pour objectif de promouvoir « la coopération Sud-Sud, face à la dépendance vis-à-vis du Nord et à l'unipolarité, dans les domaines économiques (commerce et investissements), financiers et technologiques ». L'Algérie, l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, la Malaysia, le Mexique, le Nigeria, le Pérou, le Sénégal, le Venezuela et le Zimbabwe en sont les membres. Le Kenya a rejoint le G-15 en novembre 1997.

10. Extrait du § 395 des *Documents finals du 12<sup>e</sup> sommet du Mouvement des Non-Alignés* et de l'alinéa 41 du Communiqué final présentés dans *Documents d'actualité internationale*, n° 21, La Documentation française, novembre 1998, pp. 797 et 800.

de leurs intérêts économiques, c'est une certaine culture de la gestion des investissements étrangers par « pilotage étatique » – hautement suspecte aux yeux des défenseurs du secteur privé au sein de l'OMC – qui est alors en question. Ce partage d'intérêts bien compris et de pratiques peu orthodoxes ne s'arrête pas à une simple solidarité sur la scène internationale, elle est aussi à l'origine d'emprunts politiques à usage interne.

### *Solidarité et mimétisme Sud-Sud*

Depuis le milieu des années 90, l'océan Indien est redevenu, à l'instar de ce qu'il était dans les années 50, une caisse de résonance politique et idéologique. Certaines coïncidences sont pour le moins troublantes, au point qu'il semble difficile de n'y voir qu'un simple concours de circonstances. Ainsi, alors qu'en 1996 paraissait à Singapour un ouvrage intitulé *The Asian Renaissance* signé par Anwar Ibrahim – vice-Premier ministre malaysien –, Thabo Mbeki – vice-président de la nouvelle Afrique du Sud – faisait fleurir en Afrique australe et centrale le thème de l'« *African Renaissance* » dont il se voulait le chantre. Ce dernier, devenu depuis un familier des débats politiques malaysiens, s'est en outre rendu personnellement à Kuala Lumpur en septembre 1998 pour rechercher avec M. Mahathir d'autres remèdes à la crise financière que ceux proposés par le FMI. Quant à Anwar Ibrahim, tombé en disgrâce à l'automne 1998, les chefs d'accusation pour « crimes de mœurs <sup>11</sup> » lancés par M. Mahathir pour justifier son emprisonnement ne sont pas sans rappeler ceux auxquels avait eu recours quelque temps plus tôt Robert Mugabe pour écarter l'ancien président Canaan Banana de la course aux dernières élections présidentielles.

Les traits communs entre les régimes des deux chefs d'État ne manquent pas : contrôle strict de toute la vie politique du pays depuis la direction d'un parti monolithique hypertrophié, absence de presse et de tribunaux indépendants <sup>12</sup>, libertés publiques entravées <sup>13</sup>, même défiance vis-à-vis de l'Occident. Les deux hommes ne perdent d'ailleurs jamais une occasion de se rencontrer et de faire des affaires sous le sceau de la coopération Sud-Sud. Les rapports développés avec l'Afrique du Sud de Nelson Mandela, bien que moins personnels et plus orthodoxes économiquement parlant, ont très vite joué un rôle central dans la politique économique africaine de M. Mahathir. Kuala Lumpur avait vivement défendu une ligne anti-apartheid dans les milieux diplomatiques durant les années 70 et 80, sans pour autant entraver la croissance régulière des échanges entre la Malaisie et l'Afrique du Sud. Mohamad Mahathir a été l'un des premiers chefs de gouvernement à rendre visite à Nelson Mandela après sa sortie de prison en février 1990. Depuis cette date, les échanges entre les deux pays n'ont cessé de progresser. Certains hauts

responsables de l'African National Congress (ANC) ont été séduits par la politique de discrimination positive mise en place depuis les années 70 au profit des Bumiputras. En dépit de ses différences socio-historiques, le modèle malaysien n'aurait pas été sans influence dans l'élaboration de la politique du *black empowerment* et de la loi d'équité dans l'emploi. Le départ de Nelson Mandela n'a pas engendré de baisse d'intensité dans leurs relations, bien au contraire : Thabo Mbeki fréquente assidûment ce frère outre-Indien dont le pays est aujourd'hui l'un des principaux investisseurs en Afrique du Sud.

Outre les cas zimbabwéen et sud-africain, la relation soudano-malaysienne mérite une attention toute particulière en raison de son intensité et de sa réciprocité, qui en font un cas à part à l'échelle de l'Afrique. La présence d'une communauté d'expatriés soudanais installée de longue date dans le milieu malaysien des affaires, l'influence grandissante de l'islam soudanais face, notamment, à l'islam égyptien de l'université d'Al Azhar qui faisait traditionnellement autorité ou encore les excellents souvenirs qu'a gardés le président El Béchir d'un stage d'état-major effectué dans la Fédération dans les années 60 garantissaient traditionnellement les bonnes relations soudano-malysiennes.

Les récentes prises d'intérêts pétroliers malysiens dans le haut Nil ont conduit Kuala Lumpur à s'impliquer dans la politique intérieure du pays : en août 1997, M. Mahathir convainquit N. Mandela de prendre la tête d'une médiation conjointe entre le régime de Khartoum et la rébellion sudiste de John Garang ; entre l'automne 1996 et le mois de janvier 1997, Kuala Lumpur était également intervenue pour que le Soudan ne soit pas exclu du Fonds monétaire international (FMI) en versant un acompte de 1,7 milliard de dollars sur les arriérés du Soudan sous forme de transactions déguisées. Enfin, la participation et les financements à « titre gracieux » d'infrastructures pétrolières (oléoducs, raffinerie) et de transport (route, voie ferrée) dans le pays font de cette relation l'exemple le plus avancé de coopération Sud-Sud jamais réalisée par Kuala Lumpur sur le continent, en dépit de son caractère volontairement discret.

---

11. Le projet de réforme de A. Ibrahim devenant un danger pour M. Mahathir, sur qui planait le spectre d'un changement politique à l'indonésienne, le vice-Premier ministre fut contraint de démissionner de son poste et de son parti, l'UMNO, et fut arrêté pour « immoralité, sodomie, corruption et possible trahison ».

12. Les autorités imposent une tutelle directe sur les médias et les peines prévues peuvent aller jusqu'à trois ans de prison en Malaysia. Lire à ce sujet les rapports annuels de C. Lechervy pour *Reporters sans frontières*.

13. Le gouvernement malaysien peut maintenir indéfiniment en prison des indésirables, sans jugement, en vertu de lois datant de la période coloniale britannique.

---

**DE LA COOPÉRATION SUD-SUD À LA PRÉDATION SUD-SUD**

L'évaluation de la présence malaysienne en Afrique subsaharienne n'est plus aussi aisée qu'elle l'était il y a quelques années. La crise asiatique et la fuite temporaire des capitaux ont certes porté un coup brutal aux ambitions que nourrissait Kuala Lumpur. Mais cela ne suffit pas à expliquer le silence qui s'est fait autour de ces entrepreneurs et de ces hommes d'affaires dont les activités noircissaient hier les pages des revues spécialisées sur les marchés africains. Loin de n'être qu'un feu de paille, la percée malaysienne est entrée dans une phase de stabilisation, d'enracinement. Cette accalmie ne signifie pas qu'après le rachat ou la prise de participation dans des entreprises africaines, les Malaisiens n'aient pas renforcé leurs moyens ou étendu leurs champs d'activités. Lorsque le puissant consortium sud-africain Engen Oil prend pied au Ghana en janvier 1999, c'est en réalité le groupe pétrolier malaysien Petronas International (majoritaire depuis septembre 1998) qui s'implante grâce aux excellentes relations entretenues par Jerry Rawlings et M. Mahathir<sup>14</sup>. Aussi nous faut-il revenir sur la période d'apparition du « fait malaysien » en Afrique subsaharienne, sous peine de nous priver de précieux éléments de compréhension du phénomène.

*Chroniques diplomatiques d'une conquête économique*

À l'instar de nombreux autres pays, l'intérêt porté par la Malaysia au continent africain s'est renforcé par la médiation de l'Afrique du Sud. Si le soutien de Kuala Lumpur à l'ANC durant les années de lutte laissaient présager un partenariat prometteur, il n'en allait pas de même pour les autres pays d'Afrique avec lesquels ce pays n'avait, au plus, d'autres liens qu'un passé colonial britannique et l'héritage de la langue du colonisateur. Il fallut attendre l'investiture de N. Mandela à la présidence pour que le ballet des échanges diplomatiques débute. Depuis, les visites de chefs d'État se sont enchaînées par vagues successives : en 1995, le Premier ministre malaysien se rendait en Afrique du Sud et au Zimbabwe, pendant que le vice-président De Klerk et le président Mugabe traversaient l'océan Indien pour se rendre dans la Fédération de Malaysia. À partir de cette date, la tradition d'une visite annuelle s'est instaurée avec ces deux « pays phares » de l'Afrique australe. La seconde vague, quant à elle, est venue d'Afrique. Toujours en quête de capitaux, nombre de présidents n'ont pas hésité à aller plaider leur cause à Kuala Lumpur. Les présidents guinéen et ghanéen en 1995, soudanais et namibien en 1996, mozambicain en 1997, ainsi qu'un cortège impressionnant de délégations ministérielles accompagnées d'hommes d'affaires et d'associations africaines franchirent « l'océan du Sud ». Il en résulta un flot d'investissements malaisiens d'une ampleur considérable et l'établissement de réseaux de solidarité entre gouvernants. C'est ainsi

que Khartoum et Accra tissèrent des liens solides avec Kuala Lumpur cependant que les pays francophones mesuraient amèrement l'étendue du gouffre linguistique qui les séparait de leurs « bienfaiteurs » potentiels. Le troisième temps de cette relation déjà avancée fut celui de l'épreuve. La crise puis le marasme asiatique, le tarissement des capitaux servant à financer les investissements malaysiens à l'étranger portèrent un coup sévère à la dynamique afro-malaysienne. La grande tournée africaine de M. Mahathir durant l'été 1998 eut essentiellement pour but de rassurer les partenaires anciens et nouveaux (tel le Malawi, où le Premier ministre s'était rendu au printemps 1997) d'Afrique australe et du Ghana. Le Soudan, qui a toujours entretenu des relations soutenues mais distinctes du groupe des partenaires africains privilégiés de la Malaysia en raison de son statut particulier de pays islamique, ne fut pas en reste puisqu'il dépêchait simultanément son ministre des Affaires étrangères, Mustafa Osman Ismaël, à Kuala Lumpur.

#### *Le « capitalisme étatique » malaysien à l'œuvre*

La particularité majeure de la politique économique malaysienne en Afrique réside dans une stratégie consistant à recueillir les dividendes économiques de sa politique étrangère. Certes, cette stratégie n'a pu être réalisée sans le consentement d'une mise de fonds. Ainsi, au Soudan, Kuala Lumpur dut faire un don de 200 millions de dollars (dont 120 seulement furent « avoués ») pour que Petronas accède aux champs pétrolifères d'Heglig et puisse être partie prenante dans l'exploitation d'un nouveau gisement à Adaryel. Les différentes mises de fonds furent d'autant plus facilement consenties que les liquidités en provenance des pays occidentaux ont afflué vers l'Asie jusqu'à l'été 1997. Ce jeu de transferts installa une situation curieuse où les Occidentaux, notamment les Européens, donnaient aux Asiatiques les moyens de venir les concurrencer sur le terrain africain qu'ils jugeaient instable et trop peu rentable. Les investissements malaysiens à l'étranger ont pu ainsi passer de 700 millions de dollars en 1990 à plus de 5 milliards en 1996. Ce chiffre est remarquable pour un pays dont le PNB atteignait au plus fort de son offensive africaine (1996-1997) 239 milliards de dollars malaysiens (96 milliards de US dollars), soit 40 milliards de US dollars de moins que l'Afrique du Sud. La plupart des économistes estiment également qu'une grande partie des flux de capitaux malaysiens proviennent en fait des « Chinois de l'étranger », dont les fonds ont joué un grand rôle dans le développement économique du Sud-Est asiatique<sup>15</sup>.

14. Afin de lui prouver son amitié, M. Mahathir s'était rendu en novembre 1996 à Accra pour soutenir et renforcer le prestige du président ghanéen sortant avant les élections de décembre.

15. Pour plus de détails, voir F. Delaune, « Confucianisme et entreprise familiale chinoise en Malaisie », *Approches Asie, op. cit.*, pp. 189-198.

Les investissements malaysiens, soigneusement programmés, mettent en jeu toute une série de sociétés proches de l'UMNO. Ces entreprises collaborent étroitement avec le cabinet du Premier ministre dirigé par son ancien ministre des Finances, Daim Zainudin (récemment rappelé pour faire face à la crise). Parmi les sociétés les plus importantes se trouve la société holding Malaysia South South Corporation (Masscorp) créée par M. Mahathir. Sa vocation est de développer les échanges entre les pays en développement, qui représentent déjà environ 40 % des exportations malaysiennes. Avec elle, Petroleum Nasional Berhad (Petronas), internationalement connue, Sime Darby Berhad, qui s'est illustrée en Amérique latine au début des années 90 et possède la filiale sud-africaine Sime Darby (Africa), ou encore Renong Berhad et Telekom Malaysia, contrôlée à 50 % par le gouvernement, forment le peloton de tête des sociétés malaysiennes semi-étatiques les plus actives à l'étranger.

Fidèles à la stratégie de spécialisation malaysienne, ces sociétés se sont concentrées essentiellement sur cinq créneaux : le secteur « pétrolier et énergétique » (Afrique du Sud, Zimbabwe, Nigeria, Soudan), les télécommunications (Afrique du Sud, Ghana, Malawi, Zimbabwe, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Madagascar), le bois (Gabon, Centrafrique, Congo, Guinée équatoriale), la banque (Afrique du Sud, Namibie, Mozambique, Guinée, Ghana) et « l'immobilier et le tourisme » (Afrique du Sud, Namibie, Guinée). La Malaysia est ainsi devenue en l'espace de quatre ans (1994-1998) le second investisseur, après les États-Unis, en Afrique du Sud avec près de 7 milliards de rands<sup>16</sup>. Bénéficiant au cours des mois d'un « effet boule de neige », les milieux d'affaires malaysiens ont rencontré le succès d'autant plus facilement que certains gouvernements africains avaient désespérément besoin de liquidités et se sont parfois montrés peu regardants sur les pratiques des entreprises qui cherchaient à s'implanter.

### *De la coopération Sud-Sud à la prédation Sud-Sud*

Kuala Lumpur ne s'est pas investie sur le plan symbolique et politique à fonds perdus, loin s'en faut. Le gouvernement malaysien, puisque ce dernier est en étroite relation avec les entreprises du pays, ne compte plus le nombre d'opérations de coopération Sud-Sud réalisées en Afrique. Par « opérations de coopération Sud-Sud », il faut trop souvent entendre : opérations de privatisation d'entreprises africaines à leur profit sans appel d'offres public où la procédure est escamotée pour des raisons politiques. Sujet de controverses et de protestations entre 1996 et 1998, le rachat par l'organisme malaysien d'électricité Yeoh Tiong Lay (YTL) de la gigantesque centrale thermique d'Hwange, fournissant la moitié de la production d'électricité du Zimbabwe, a été conclu envers et contre tous : contre plusieurs entreprises occidentales exclues som-

mairement du marché en dépit de leurs protestations sur le manque de transparence de l'appel d'offres du gouvernement zimbabwéen ; et contre l'avis même du conseil d'administration de la ZESA (Zimbabwe Electricity Supply Authority), qui remit sa démission après avoir fait remarquer que YTL n'avait aucune expérience dans la production d'électricité à partir du charbon. Les opposants à ce « fait du prince » en furent quittes pour « aller au diable », selon les propres termes du président Mugabe qui expliqua qu'il avait pris la décision de court-circuiter la procédure normale pour raison de « coopération Sud-Sud ». Rappelons toutefois à la décharge des Malaysiens que le manque de transparence dans les procédures de privatisation en Afrique n'est pas leur apanage et qu'ils ne font que reproduire une situation existant en Malaysia, où la politique de « *look east* » eut pour conséquence l'attribution préférentielle de grands travaux et autres projets à des sociétés japonaises et coréennes. Outre le Zimbabwe, le Ghana, la Namibie, les Seychelles ou encore la Guinée équatoriale, plusieurs cas de collusion, sinon avec la présidence, du moins avec des membres de la famille proche, ont été dénoncés par les oppositions politiques et des campagnes de presse nationales. Au demeurant, ce n'est en général pas tant la mise en lumière de certaines pratiques malaysiennes (*crony capitalism*) que les fonds que retirent les parties prenantes africaines de ces privatisations qui émeuvent l'opinion publique.

Dans certains cas, comme celui de l'exploitation forestière en Afrique centrale, les compagnies malaysiennes ne peuvent invoquer la coopération Sud-Sud ou l'afro-asiatisme pour justifier l'attitude prédatrice de plusieurs d'entre elles et la reproduction d'une spécialisation internationale pourtant honnie. Arrivées en force, ces compagnies ont acquis les droits d'exploitation de 4 à 5 millions d'hectares de forêts naturelles dans le bassin du Congo (Gabon, Congo, Guinée équatoriale, Centrafrique) en y appliquant les méthodes d'exploitation intensive<sup>17</sup> responsables de véritables désastres écologiques dans l'île de Java, aux îles Salomon et en Papouasie Nouvelle-Guinée.

Si les forêts d'Afrique centrale ne sont plus aussi menacées en raison de la chute de la demande asiatique depuis 1998, les difficultés économiques que traverse la Malaysia ont conduit ses entreprises à cibler leurs stratégies d'investissements et à profiter des avantages du marché, tels l'effondrement

---

16. Sources : *Business Map South African Investment Report*, 1998, in *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 2795, 4 juin 1999, pp. 1176 et 1177.

17. Au Gabon, les forestiers employés par ces compagnies doivent travailler vingt-quatre jours sur trente, de 6 h à 18 h. Parce que les Malaysiens s'intéressent à un plus grand nombre d'essences, la quantité et le rythme des coupes sont sans commune mesure avec ceux pratiqués jusqu'alors : 600 m<sup>3</sup>/ha contre des moyennes habituelles de 10 à 20 m<sup>3</sup>/ha !

du zimdollar (Z\$) ou la dépression du rand en 1998, pour passer à l'offensive. Ainsi, l'entreprise pétrolière sud-africaine Engen a pu être rachetée par Petronas, qui détenait déjà 30 % de ses parts, à la suite d'une offre d'achat lancée en août 1998. Visiblement heurtés par l'agressivité dont cette société faisait preuve, les Sud-Africains ont su poser leurs conditions. Pour contourner les réticences des actionnaires, Petronas fut contrainte de s'allier avec un groupe du *black business*, Worldwide African Investment Holdings (WAIH). Mais les Sud-Africains sont les seuls à ce jour à avoir pu contenir l'appétit, certes diminué mais toujours très grand, des milieux d'affaires malaysiens ; ce qui ne fut pas le cas au Zimbabwe, où le rachat très controversé de la centrale d'Hwange s'effectua au plus bas des cours du Z\$, à moins de la moitié en valeur réelle du prix initialement prévu.

La désillusion avait été encore plus grande pour les Africains lorsque les autorités malaysiennes avaient répondu favorablement, en octobre 1997, à l'idée d'une coopération associant le Japon, avec la France, sur plusieurs projets en Somalie, en Afrique centrale et au Soudan. Sans états d'âme, M. Mahathir troqua sa panoplie de champion du Sud pour celle de partenaire du Nord. Les conséquences de ses emportements verbaux, à savoir la chute du ringgit et de la bourse de Kuala Lumpur, semblent faire partie d'un jeu bien rôdé où le Premier ministre donne le change aux pays du Sud en pourfendant verbalement l'Occident, tout en sachant que les capitaux étrangers ne bouderont son pays que peu de temps<sup>18</sup>.

Pour peu orthodoxe que soit la connexion entre milieu politique et milieu des affaires, il n'en faut pas moins reconnaître l'efficacité dont fait preuve la Malaysia Inc. en Afrique. À y regarder de plus près, les « pratiques » malaysiennes ne sont pas si différentes de celles des partenaires traditionnels du continent. S'abritant derrière le paravent galvaudé de la solidarité entre pays en développement, les multinationales malaysiennes n'ont pourtant rien à apprendre des multinationales du « Nord », dont elles reproduisent les usages avec parfois davantage de dureté.

Si les discours et le modèle de réussite ont incontestablement séduit les Africains, la réalité, en revanche, a déçu : de coopération sur un pied d'égalité, peu ou point, mais d'exploitation, voire de prédation, trop au goût de certains pays africains qui ont mis à profit la crise asiatique pour changer leur fusil d'épaule<sup>19</sup> ou poser de sérieuses conditions sur leur partenariat avec Kuala Lumpur. La réaction malaysienne a consisté à avancer masqué et à prendre les rennes de multinationales de rayonnement continental, telle Engen Oil qui est présente dans 21 pays africains, ce qui s'est révélé un excellent moyen de s'implanter solidement dans un maximum de pays avec un minimum de démarches et de visibilité.

L'année à venir s'annonce déterminante, le retour de la croissance en Asie du Sud-Est devrait placer la Malaysia dans une situation proche de celle des années 1995-1996. Reprendra-t-elle sa percée africaine tous azimuts ou se concentrera-t-elle plus que jamais sur quelques pays choisis, tels l'Afrique du Sud et le Soudan? En dépit des errements que peuvent connaître les autorités malaysiennes<sup>20</sup>, les indices actuels laissent à penser que Kuala Lumpur va poursuivre les deux stratégies simultanées qu'elle a développées au fil des ans sur le continent : la première consiste à se comporter en véritable partenaire économique (Afrique du Sud), la seconde à s'approvisionner en matières premières (bois, pétrole) au moindre coût ■

Jérôme Lauseig  
CEAN

---

18. La fronde malaysienne contre le FMI a porté ses fruits puisque, en 1998, sa croissance atteignait les 2 %. Par comparaison, les pays sous tutelle entrèrent tous en récession : - 15 % en Indonésie, - 3 % en Thaïlande, - 0,8 % en Corée. La Malaysia fait de nouveau partie des dix pays émergents drainant le plus de capitaux étrangers dans le monde.

19. À titre d'exemple, le Gabon a revu à la baisse les titres d'exploitation concédés aux compagnies forestières malaysiennes dès 1998, et l'Association d'amitié Madagascar-Malaysia (AAMM) créée en octobre 1996 est tombée en léthargie suite à plusieurs affaires d'escroquerie.

20. Voir D. Camroux, « Le nationalisme égaré de la Malaisie », *Manière de voir*, n° 47, Le Monde diplomatique, sept.-oct. 1999.